

Actualité Société

AIR Une institutrice charentaise fait classe à ciel ouvert. Cette méthode buissonnière essaime en France

Envoyée spéciale

Rochefort (Charente-Maritime)

Sous l'ombre mouvante d'un grand peuplier, Nadia Lienhard a réparti un jeu de cartes, des petites tables et des sièges en rondins. À 9 h 20 pétantes, Eloane, Lyam, Alan et leurs copains « entrent » dans l'école du dehors. Âgés de 4 à 6 ans, ils viennent de parcourir un kilomètre depuis la maternelle Libération en périphérie de Rochefort (Charente-Maritime). Lyam choisit trois images pour exprimer les sentiments du jour : « *Je me sens en sécurité, j'ai envie de rire et de courir. Ici j'ai la place.* »

Des herbes folles, un potager en devenir, une butte à grimper... La Peupleraie est un terrain communal coincé entre une zone industrielle et une voie ferrée. Qu'importe, la petite bande s'y sent comme en pleine forêt. La professeure des écoles de 51 ans laisse les enfants évoluer à leur guise puis capte leur attention sur des thèmes : les longueurs avec des bâtons, le cône avec une orchidée sauvage. Elle enseigne à ciel ouvert depuis deux ans. Une pédagogie issue d'une solide expérience, de la formation du réseau d'éducation à l'environnement Graine, et de techniques Montessori. « *Inutile de hausser la voix, confie-t-elle. Mieux vaut communiquer individuellement. Je suis le programme tout en connectant les enfants à la nature. Dès le 14 mai, j'ai repris les cours en plein air dans le respect du protocole sanitaire. Depuis lundi, c'est plus agréable, sans distanciation sociale. Il est important que les élèves soient présents pour continuer à apprendre à lire, compter, imaginer...* »

Mi-mai, il lui a fallu trois jours pour adapter les règles strictes du protocole sanitaire. Au début, elle n'accueillait que cinq élèves sur vingt et seulement le matin. Dès le 2 juin, une quinzaine d'entre eux



À Rochefort, le mois dernier. AXELLE DE RUSSÉ POUR LE JDD

À l'école des peupliers

suivaient les leçons, répartis par groupes tous les jours de la semaine, à l'exception du mercredi. Nadia Lienhard a rassuré les parents en postant des photos et des vidéos. Sans rien imposer. Et pour cause : le quartier Libération, « Libé » pour ses 2 000 habitants, est classé prioritaire de la politique de la Ville. Un quart des écoliers vit au sein de la communauté des gens du voyage. Parmi eux, un seul est revenu depuis que l'école est de nouveau obligatoire. Pas de quoi entamer l'enthousiasme de la maîtresse en bottes de jardinier : « *Le déconfinement a conforté mes convictions. Grâce à l'école du dehors, les enfants sont apaisés. J'espère que cette pédagogie se généralisera dans les parcs, les jardins, les bois, les cours où l'on enlève le goudron...* »

L'air de rien, cette méthode buissonnière rompt avec la culture

bien française de la classe fermée à double tour. Elle s'inspire des *forest schools*, nées dans les années 1950 en Europe du Nord. Par tous les temps, les enfants évoluent au contact des végétaux, des roches... À défaut d'arbres centenaires, l'école du dehors s'adapte aux contraintes de la ville.

Des formations dans la région

La pandémie pourrait-elle encourager ces pratiques ? Aujourd'hui, le nouveau protocole sanitaire incite les enseignants à aller à l'extérieur, mais sans rien préciser pour la rentrée. La direction générale de l'enseignement scolaire, qui élabore la politique éducative, est chargée de recenser les expériences. Rien qu'en Poitou-Charentes, une centaine de structures favorisent le plein air. Une multitude d'associations

se mobilisent sur tout le territoire pour transmettre la bonne parole.

En septembre, trois collègues de Nadia Lienhard prévoient de lui emboîter le pas à l'école primaire. Le directeur de l'établissement Libération, Jean-Christophe Bouhier, approuve ces démarches : « *Nous sommes labellisés Génération 2024 en référence aux Jeux olympiques. Il s'agit de valoriser l'activité physique et les valeurs citoyennes. L'école du dehors fait partie de cet engagement.* » À partir de la rentrée, une formation de six heures sera proposée aux enseignants de maternelle de la région de Rochefort. Nadia Lienhard sent le vent tourner : « *Après les doutes et les questions, l'intérêt est réel. Voici venu le temps de la classe hors les murs.* » ●

MARIE NICOT

Opération mains propres dans le monde de l'art

PILLAGES Trois œuvres issues d'un vaste trafic d'antiquités du Moyen-Orient ont été vendues au Louvre-Abu Dhabi

Coup de tonnerre dans le monde feutré des antiquités. Un expert en archéologie méditerranéenne de renom, Christophe Kunicki, et son mari marchand d'art, ont été mis en examen vendredi soir à Paris pour « *escroqueries en bande organisée, association de malfaiteurs, blanchiment en bande organisée et faux et usage de faux* ». Sollicité, leur avocat Emmanuel Marsigny n'a pas souhaité s'exprimer. Trois autres personnes interpellées, dont le président de la maison de ventes Pierre Bergé & Associés et une ancienne conservatrice du Louvre, n'ont pas été présentées au magistrat.

Cette opération mains propres pourrait prendre une autre ampleur avec la constitution d'un consortium d'enquêteurs internationaux. « *Certaines pièces ont fait le tour du monde, prévient une source proche du dossier. D'autres sont stockées dans des ports francs en Suisse ou dans des musées à New York ou au Louvre-Abu Dhabi.* » Le musée est en possession de trois œuvres « *litigieuses* ».

Provenance suspecte

Depuis l'été 2018, les policiers de l'Office central de lutte contre le trafic de biens culturels ont ciblé plusieurs centaines d'œuvres qui auraient été pillées en Égypte, en Libye, au Yémen ou en Syrie.

L'ONU interdit pourtant tout commerce transnational en provenance de ces États instables s'il existe une présomption de sortie illégale des objets. « *Ces pièces, s'il est démontré qu'elles ont bien été exportées clandestinement, précise la juriste spécialisée Elisabeth Fortis, n'auraient jamais dû être vendues par une maison renommée, ce qui leur a donné un certificat de virginité et a rassuré les acheteurs.* » ●

STÉPHANE JOAHNY

Sic transit gloria mundi

MA TASSE DE CAFÉ



TERESA CREMISI

COLBERT A ÉTÉ NETTOYÉ. Je suis allée vérifier : quelques heures après le taggare et les grosses taches rouge sang, tout était revenu comme avant et Colbert bien propre, assis avec trois autres compères devant l'Assemblée

nationale, regardait au loin, dans le vide. Notre président avait dit il y a dix jours : « *La République n'effacera [...] aucun nom [...]. Elle ne déboulonnera pas de statues.* » C'est à cela que je voudrais réagir par quelques réflexions.

Les monuments : un symbole Depuis toujours, les hommes élèvent des monuments (statues, bas-reliefs, temples, etc.) pour affirmer leur appartenance à l'idéologie de

leur époque. On construit avec fierté et on dédie des lieux afin de célébrer le présent ou les idées dominantes. Juger de l'opportunité dans l'espace public de la statue d'un personnage non contemporain est un exercice inutile. D'ailleurs, en général on passe devant le grand homme du passé sans le voir et sans le reconnaître.

La destruction : une soupape

Exiger la disparition d'une statue, l'insulter, la taguer, la décapiter, la brûler... relève à la fois d'une confiance magique dans les symboles et d'une foi proclamée dans le progrès. On détruit l'image d'une ignominie parce que l'on veut que le futur « *ne soit plus jamais comme avant* ». Or sur tous les continents et depuis la nuit des temps, on marche sur un cimetière de monuments : d'abord élevés à la gloire de

dieux ou héros nationaux, ils sont ensuite détruits, parfois reconstruits ou encore écartés avant de tomber dans l'oubli. Une promenade dans les hauts lieux de l'Égypte ancienne est à ce propos fort instructive et amusante : une bonne partie des cartouches sculptés pour désigner les pharaons à l'adoration des siècles futurs ont été soigneusement martelés par leurs successeurs afin que la postérité ne connaisse même pas leurs noms. Le saccage des images d'une époque dont les idées ne correspondent plus à la nôtre est une soupape de sécurité. Un exutoire aux passions révolutionnaires. C'est le cours des choses.

Le débat sur l'esclavage

Bien sûr des voix s'élèvent pour déplorer les excès et les ridicules des manifestations contre l'esclavage qui s'en prennent à Christophe Colomb

ou à Victor Schœlcher. Mais les solutions pédagogiques évoquées sont impraticables : celle de mettre au bas de la statue du grand homme contesté une légende où l'on pourrait lire ses qualités et ses défauts (qui l'écrirait ?) est source d'ennuis futurs ; ainsi que celle d'édifier des contre-exemples et d'honorer des « *hommes justes* » en plaçant leur effigie face aux « *méchants* » (bronze contre bronze en somme, un Far West des statues). J'ajoute avec tristesse que le brouhaha simplificateur sur les crimes perpétrés contre les Noirs semble avoir fait oublier des tragédies actuelles comme celles des femmes yézidies réduites au plus effarant, au plus atroce des esclavages. Un silence consternant.

Quelles solutions ?

J'imagine qu'on ne va pas envoyer des policiers protéger

des grands hommes en pierre. On ne va pas non plus interdire aux mairies d'installer des statues selon leur bon plaisir et leur goût incertain (encore que... on éviterait que des édiles peu inspirés fleurissent nos jardins avec des bouquets de tulipes en plastique). Il faudrait donc une solution d'apaisement qui admette que l'on puisse retirer de l'espace public un monument que le hasard a transformé en symbole maléfique. En contrepartie, il faudrait exiger pour cela le respect du débat et un laps de temps raisonnable. Afin de laisser décanter les passions et ne pas obéir à de trop fugaces mouvements d'opinion. Comme on enlève une bouilloire du feu. C'est une proposition un peu fataliste mais de bon sens. Je sais déjà qu'elle ne plaira à personne. Ni aux défenseurs de la République éternelle, ni aux justiciers enfiévrés. ●